

COMMISSION DE LA DÉFENSE
NATIONALE

du

MERCREDI 16 FÉVRIER 2011

Matin

COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING

van

WOENSDAG 16 FEBRUARI 2011

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 18 par M. Filip De Man, président.

01 Question de Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur "la situation en Côte d'Ivoire" (n° 2469)

01.01 Annick Ponthier (VB): En décembre dernier, le gouvernement en affaires courantes a décidé d'envoyer dix membres des Forces spéciales belges en Côte d'Ivoire afin de protéger l'ambassade et son personnel.

Comment se présente la situation à l'heure actuelle? Quelles autres initiatives sont-elles envisagées? Comment la situation évolue-t-elle du point de vue de la sécurité? Prévoit-on de procéder à des évacuations?

01.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Une certaine réserve s'impose bien évidemment à propos de cette mission. La mission de la *forward security team* envoyée en Côte d'Ivoire consiste à assurer la protection de l'ambassade de Belgique et des représentants diplomatiques à Abidjan. Je ne puis fournir que peu de détails sur la situation. Tous les dispositifs sont en place pour organiser l'évacuation de nos ressortissants aux quatre coins du monde. Tout dépend de l'évaluation faite par le SPF Affaires étrangères de la situation en matière de sécurité en Côte d'Ivoire. Je me concerterai avec mon collègue des Affaires étrangères et vous en direz plus ensuite.

01.03 Annick Ponthier (VB): Aucune évacuation n'a donc eu lieu à ce jour. Un renfort des troupes est-il envisagé?

01.04 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): L'équipe a été envoyée dans sa configuration actuelle et enregistre des rotations et des remplacements normaux. Il n'y a aucun projet de retrait ou de renforcement de l'équipe.

L'incident est clos.

02 Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "le Team Info Sida de l'armée" (n° 2485)

02.01 Anthony Dufrane (PS): En 1993, la Défense s'est dotée, en matière de prévention, d'un Team Info Sida (TIS).

La mission du TIS a-t-elle été élargie à la société civile? De combien de personnes est-il composé? Le réseau de représentants volontaires locaux qui organisent des séances d'information avec le TIS fonctionne-t-il toujours de manière régulière? Combien de missions le TIS a-t-il effectué ces trois dernières années? Quelles sont les catégories de militaires qui reçoivent des séances de prévention contre le sida?

02.02 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Le Team Info Sida existe toujours et se nomme maintenant Team Info Prévention. Il est composé de deux sous-officiers francophones et de deux sous-officiers néerlandophones. Les sessions d'information et de prévention en matière de sida sont données aux nouvelles recrues et aux militaires qui se préparent à une mission à l'étranger. Ces trois dernières années,

289 exposés ont été donnés. Le réseau de représentants dans les unités existe toujours. Il s'appelle STAD (Sida, Tabac, Alcool et Drogues). Actuellement, 20 personnes sont certifiées et 24 sont en formation. Le Team Info Prevention ne donne plus d'exposé dans le civil.

02.03 Anthony Dufrane (PS): Pourquoi?

02.04 Pieter De Crem, ministre (en français): La prévention relève partiellement du fédéral mais aussi des Communautés. Nos efforts faisaient double emploi avec ce que faisaient les Communautés ou le ministère de la Santé publique. C'est pourquoi nos équipes se sont recentrées sur les militaires.

02.05 Anthony Dufrane (PS): Je le déplore, car il n'y a jamais assez d'efforts de prévention contre de telles maladies.

L'incident est clos.

03 Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "le transfert des C-130 belges à l'EATC" (n° 2490)

03.01 Anthony Dufrane (PS): La Défense belge connaît des restrictions budgétaires importantes, mais s'est malgré tout investie dans des projets de coopération comme Helios, Eurocorps, Battlegroups, ABNL, etc. Le transfert d'autorité du contrôle des avions de transport belge à l'état-major multinational était prévu pour fin 2010. Le 19 janvier, nous apprenions que, suite à des problèmes informatiques, il n'était pas encore effectué.

Le problème informatique a-t-il été réglé? Quelle est la cause du report du transfert d'autorité? Quand ce transfert sera-t-il effectif? Comment réagissent nos partenaires par rapport à ce retard? Lorsque l'*European Air Transport Command* (EATC) sera pleinement opérationnel, combien et quels types d'avions belges seront-ils à disposition du commandement multinational?

03.02 Pieter De Crem, ministre (en français): La Défense envisage le transfert du contrôle de ses C-130 vers l'EATC Eindhoven dans un futur proche. L'application informatique utilisée par l'EATC connaît des problèmes techniques. Son bon fonctionnement est nécessaire avant d'effectuer le transfert étant donné que la Défense ne maintiendra pas son application informatique propre en parallèle. Le problème devrait être réglé dans les mois à venir.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. David Geerts au ministre de la Défense sur "l'entretien entre le général Charles-Henri Delcour, Chef de la Défense, et les quatre présidents de commission" (n° 2651)**

- **M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "la rencontre entre le CHOD et des parlementaires" (n° 2672)**

04.01 Anthony Dufrane (PS): On peut s'étonner que les présidents des commissions de la Défense et des Affaires étrangères du Sénat et de la Chambre aient participé à une réunion avec de hauts responsables de l'armée et le général Delcour, alors qu'une demande d'audition de ce dernier avait été refusée au PS.

Avez-vous connaissance du contenu des discussions? Y a-t-on abordé la question de l'ancienneté grandissante de nos 60 F-16? Faut-il les remplacer ou les moderniser? Pour quand prévoyez-vous leur fin de vie? Ces questions ont-elles été abordées au sein du *Multinational Fighter Program* (MNFP)? Qu'en pensent nos partenaires?

04.02 Pieter De Crem, ministre (en français): J'ai été informé a posteriori de ce déjeuner du 7 février, dont le but était d'échanger de manière informelle des idées sur l'état de la Défense et pour lequel il n'y a pas eu de rapport. Chacun a le droit de se réunir avec qui il souhaite.

Conformément au plan "Finalisation de la transformation" et de concert avec les partenaires du MNFP, la

Belgique maintiendra bien au-delà de 2020 sa flotte de F-16, qui subit des mises à jour régulières en vue d'en assurer une opérabilité optimale au sein de l'OTAN et de l'Union européenne.

L'avenir de Kleine Brogel et de Florennes n'est donc pas menacé. Aucune étude relative à un successeur pour le F-16 n'est en cours au sein de la Défense.

04.03 Anthony Dufrane (PS): La commission peut-elle obtenir un rapport de cette réunion informelle?

04.04 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Étaient invités les présidents de notre commission, de la commission des Achats militaires, de la commission spéciale du suivi des missions à l'étranger du Sénat et du groupe de travail chargé de l'examen de l'équilibre linguistique à l'armée. Il n'y a pas eu de rapport, si ce n'est dans les journaux.

04.05 Anthony Dufrane (PS): Monsieur le président, pourrait-on obtenir un rapport officiel?

Le **président**: Je m'étonne que M. Dufrane me réclame un rapport alors même qu'il déclare avoir eu la désagréable surprise de découvrir que je faisais partie du "petit comité discret".

Il faut savoir ce que l'on veut! Ou bien on est étonné, voire embarrassé, ou bien on demande un rapport. Dans ce cas, on le fait de manière plutôt collégiale, non?

04.06 Anthony Dufrane (PS): Je ferai cette demande à d'autres présidents de commission ayant assisté à la réunion.

L'incident est clos.

Présidente: Annick Ponthier.

05 Question de M. Filip De Man au ministre de la Défense sur "les règles d'engagement lors de la mission de la frégate Louise-Marie" (n° 2671)

05.01 Filip De Man (VB): Le Louise-Marie a été envoyé en mission afin de lutter contre les pirates somaliens mais les actes de piraterie n'ont malheureusement pas cessé. La frégate belge a arrêté des pirates mais il a fallu les relâcher.

Pourquoi les pays européens n'envoient-ils pas systématiquement quelques militaires en escorte sur leurs navires marchands? Les coûts que cela engendrerait sont sans commune mesure avec les pertes gigantesques que représente la capture d'un navire marchand. Est-il exact que les résolutions des Nations Unies et les règles d'engagement empêchent toute action plus ferme?

05.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Les règles d'engagement de l'opération Atalante autorisent l'arrestation des pirates. Le 29 novembre 2010, l'équipage de la frégate belge Louise-Marie a intercepté sept pirates dont un a été transféré en Belgique en raison de sa participation présumée au détournement du navire marchand Pompéi en 2009. Les autres ont été remis en liberté, le parquet fédéral ayant décidé de ne pas les poursuivre et les autres États de la région n'étant pas disposés à procéder à l'arrestation de ces pirates présumés sur leur territoire. La compétence en matière de poursuites est une compétence de la Justice.

Les résolutions des Nations Unies n'excluent pas la mobilisation de Détachements de Protection des Navires (VPD) à bord de navires marchands. Cette mobilisation requiert toutefois que des accords précis soient préalablement conclus entre l'État du pavillon et la société d'armateurs concernant tout acte de violence à bord, le transfert des pirates présumés aux fins de poursuites et les privilèges de juridiction des juridictions belges. La société d'armateurs doit demander elle-même un VPD. Il convient au préalable de fixer contractuellement les droits et les devoirs dont un contentieux, un règlement des sinistres, les aspects financiers, administratifs et logistiques, l'assurance et les rapports d'autorité.

Atalante est une opération autorisée par les Nations Unies, mais réalisée par l'Union européenne. Les règles d'engagement sont conformes aux instructions générales des autorités compétentes qui précisent les

circonstances dans lesquelles les forces armées peuvent recourir à la violence. J'estime que l'Europe devrait envisager un élargissement du mandat de manière à pouvoir également intervenir sur terre. Aucun règlement n'entrave le droit à la défense. Les règles d'engagement précisent les cas où le recours à la violence est autorisé dans des circonstances qui ne relèvent pas de la légitime défense.

Les pirates arrêtés doivent également pouvoir être poursuivis devant les tribunaux. Mais pour ce faire, il faut disposer des lois nécessaires. Les États côtiers concernés ne sont pas très coopératifs. L'Union européenne devrait également pouvoir intervenir lors de la préparation le long des côtes, de futures actions de piraterie.

05.03 Filip De Man (VB): Le ministre partage mon idée de la nécessité d'une intervention plus ferme, mais n'a pas les compétences requises pour forcer la décision. Il devra en débattre avec ses collègues. Il est scandaleux d'être obligé de libérer les pirates.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 2678 de M. Bastin est reportée.

06 Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur "la déclaration en douane" (n° 2740)

Président: Filip De Man.

06.01 David Geerts (sp.a): J'aurais voulu avoir des informations concernant la déclaration en douane de produits dans le cadre de missions de la Défense à l'étranger.

Une réglementation existe-t-elle en la matière comme pour l'alcool et le tabac?

06.02 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Comme tous les services publics, la Défense est soumise à la législation en matière de douanes et d'accises. Pour la Défense, les directives y relatives du SPF Finances ont été transposées dans un règlement interne. Il va de soi que les restrictions applicables à l'alcool et à d'autres marchandises sont également valables pour la Défense.

L'incident est clos.

07 Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur "l'outsourcing de première ligne à la Défense" (n° 2741)

07.01 David Geerts (sp.a): Depuis le 1^{er} octobre 2010, l'offre de soins de santé de première ligne dont bénéficie le personnel de la Défense est sous-traitée. Une économie en résulte pour le département de la Défense mais cette sous-traitance a en revanche une incidence sur le budget du département de la Santé publique et de l'INAMI.

En réponse à une question que M. Dufrane lui a posée le 10 novembre dernier, le ministre a déclaré que préalablement à l'instauration de cette mesure, il s'était concerté avec le cabinet de la Santé publique et l'INAMI.

Quand ces réunions se sont-elles tenues? L'aspect budgétaire de cette sous-traitance a-t-il été abordé lors de ces réunions? Une première évaluation a-t-elle déjà été effectuée?

07.02 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): La sous-traitance des soins de première ligne a été abordée avec des autorités extérieures, notamment l'INAMI, dans le but de concocter une solution adaptée aux problèmes qui pourraient se poser dans le cadre de l'exécution pratique. De janvier à février 2010, les contacts ont emprunté principalement la voie épistolaire et ont porté notamment sur l'incidence budgétaire.

Le personnel de la Défense contribue à la sécurité sociale: la contribution individuelle de son personnel s'élève sur base annuelle à 49,3 millions d'euros tandis que la quote-part de l'employeur se chiffre à 53,6 millions d'euros. Ce personnel conserve en tout état de cause le droit au libre choix. De nombreux membres du personnel ayant déjà recouru à un médecin civil, ce recours ayant impliqué qu'ils ont assumé la part personnelle, la sous-traitance partielle des soins curatifs de première ligne n'a pas d'incidence

significative sur les dépenses AMI.

La composante médicale de la Défense a demandé au Service des soins de santé de prévoir une concertation avec la Défense et l'INAMI pour une première évaluation en mars 2011.

Il est trop tôt pour se prononcer sur une économie: une première analyse budgétaire sera effectuée début avril 2011 après la clôture du premier cycle de paiement trimestriel pour les prestations d'octobre à décembre 2010.

Cette phase n'est pas totalement représentative puisque, dans la période de transition d'octobre 2010 à janvier 2011, le personnel pouvait faire appel non seulement à un médecin agréé, mais aussi à un médecin militaire. Une décision fondamentale pourra seulement être prise après une année complète d'externalisation, c'est-à-dire en 2012.

L'externalisation des soins de première ligne doit permettre l'engagement maximal du corps technique médical pour les opérations militaires, qui constituent notre mission centrale; son objectif n'était aucunement budgétaire.

07.03 David Geerts (sp.a): Excepté l'échange de courrier avec l'INAMI, aucune concertation n'a donc été organisée avec le cabinet de la Santé publique?

07.04 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Je m'en tiens à la réponse que j'ai fournie.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. David Geerts au ministre de la Défense sur "les règlements militaires relatifs aux soins médicaux et les incompatibilités avec la législation en vigueur en la matière" (n° 2742)**
- **M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "les déclarations du médecin colonel Lemmens relatives à la santé et à la sécurité des militaires" (n° 2755)**
- **Mme Catherine Fonck au ministre de la Défense sur "la législation médico-militaire" (n° 2790)**

08.01 David Geerts (sp.a): À en croire les déclarations faites par le colonel Lemmens au *Journal du Médecin*, l'application des règlements militaires entraîne des infractions par rapport à la législation générale relative aux soins médicaux. Étant donné la pénurie de médecins du travail à laquelle l'armée est depuis longtemps confrontée, on peut se demander s'il est encore possible de procéder valablement à certains examens médicaux.

La Défense a-t-elle dressé une liste des éventuelles infractions? S'emploie-t-on à élaborer des textes légaux visant à résoudre le problème? Combien de médecins du travail compte actuellement le département? Combien devraient-ils être?

08.02 Anthony Dufrane (PS): *La Dernière Heure* du 12 février a publié les révélations alarmantes du médecin colonel Marc Lemmens sur la santé et la sécurité de nos militaires. Selon cet article, les règlements en vigueur à la Défense seraient en contradiction avec la législation sur le bien-être au travail. Ces infractions porteraient atteinte à la santé et à la sécurité du personnel militaire mais aussi du citoyen. À titre d'exemple, le quotidien cite le manque de contrôle médical du personnel en possession d'armes ou encore le non-respect du secret médical. Le médecin colonel Lemmens aurait déjà prévenu sa hiérarchie à plusieurs reprises.

Avez-vous eu connaissance des rapports qu'il lui a transmis? Que comptez-vous faire pour que la Défense se mette rapidement en conformité avec la loi?

08.03 Catherine Fonck (cdH): Les candidats militaires et le personnel militaire seraient soumis à une réglementation médico-militaire incompatible avec la loi anti-discrimination du 10 mai 2007. Ainsi, ils seraient soumis à plusieurs systèmes de contrôle de leur santé et de leurs aptitudes, alors qu'un travailleur dans le civil n'est soumis qu'à un examen du médecin du travail. De plus, cette réglementation serait incompatible avec la loi du 28 janvier 2003 relative aux examens médicaux dans le cadre des relations de travail, qui

prévoit que les examens d'un travailleur ou d'un candidat ne peuvent être effectués que par le conseiller en prévention-médecin du travail et ne peuvent tenir compte que des aptitudes actuelles et des caractéristiques du poste à pourvoir. Or, à la Défense, ils ne seraient pas réalisés uniquement par des médecins du travail, ils iraient parfois au-delà de l'aptitude au moment de l'examen et ils interviendraient au début de la procédure de recrutement, ce qui est incompatible avec la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs, qui veut que l'examen de santé soit la dernière étape.

Qu'en est-il exactement des situations décrites par le médecin colonel Lemmens? Ces lois ne seraient-elles pas applicables à la Défense? Quelle est votre position par rapport à ce dossier?

08.04 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): J'ai demandé au département de vérifier dans quelle mesure les déclarations du colonel Lemmens sont nouvelles.

(*En français*) Certaines observations du colonel Lemmens font partie des rapports annuels du service d'inspection du travail et d'inspection environnementale de la Défense. Suite à ces rapports, le chef de la Défense, en tant qu'employeur, et non le ministre, comme le législateur l'a voulu, a fait rédiger des plans d'action, dont le volet "médecine du travail" qui est repris dans le plan global de prévention de la Défense 2011-2015.

Le projet AMT 2013 doit fournir à la Défense un service interne de médecine du travail pour le 1^{er} janvier 2013 au plus tard.

Le projet AMT 2013 prévoit, d'une part, l'étude de la problématique de l'incompatibilité entre la législation sur le bien-être et le statut médico-militaire, ainsi que toutes les actions (y compris les initiatives législatives et réglementaires) nécessaires pour se conformer aux lois en vigueur; et, d'autre part, l'optimisation du service de médecine du travail par la mise en place du personnel, du matériel et de l'informatique mais aussi par l'organisation, la coordination, la communication et l'échange d'informations entre le service de médecine du travail et les employés/employeurs de la Défense.

(*En néerlandais*) Le service médical du travail compte aujourd'hui 21 médecins du travail: 6 civils et 15 militaires. Au vu de sa taille, le département a besoin de 23 médecins du travail, à savoir 20 médecins pour le contrôle médical, 2 médecins pour diriger le département médecine du travail et 1 médecin pour exercer la fonction d'inspecteur médical.

08.05 David Geerts (sp.a): Le CHOD y joue un rôle important en tant qu'employeur. Il serait quand même intéressant que le Parlement reçoive des informations concernant les incompatibilités exactes. Aujourd'hui, nous devons deviner ce qui ne va pas par le biais d'articles de presse.

08.06 Anthony Dufrane (PS): Concernant le projet AMT 2013, je pense qu'il serait judicieux d'auditionner les responsables en commission, notamment le directeur du département "bien-être", le directeur de la division inspection et le colonel médecin Lemmens.

08.07 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Je n'y suis pas favorable. Le travail d'un parlement est de contrôler le gouvernement et, si nécessaire, de faire un travail législatif. Bien entendu, c'est à la commission de décider!

08.08 Anthony Dufrane (PS): Je n'ai pas réponse à toutes mes questions. Vous avez rappelé tout à l'heure que le responsable du département était le CHOD et non le ministre. Alors pourquoi ne pas le recevoir en commission?

08.09 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Je propose que nous fassions d'abord l'analyse du rapport 2011-2013. De plus, le CHOD est l'employeur, le responsable politique restant bien entendu le ministre.

08.10 Anthony Dufrane (PS): Nous ferons la demande par écrit et nous l'analyserons durant l'ordre des travaux.

Le **président**: Faites.

08.11 Catherine Fonck (cdH): Je retiens que, manifestement, il y a des incompatibilités entre les législations en vigueur et les réglementations militaires. Il ne serait pas acceptable d'avoir une forme d'État dans l'État en matière de bien-être au travail, de protection des travailleurs et de médecine au travail.

08.12 David Geerts (sp.a): Le ministre pourrait-il transmettre cette analyse au Parlement?

08.13 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Cela ne pose aucun problème.

L'incident est clos.

09 Question de M. Christian Brotcorne au ministre de la Défense sur "le sort des infrastructures militaires désaffectées" (n° 2670)

09.01 Christian Brotcorne (cdH): Concernant l'avenir des anciennes casernes désaffectées, la presse a récemment évoqué certains projets comme celui de transformation de l'ancien aérodrome de Saint-Trond en un aéroport civil.

Quelles infrastructures militaires ont-elles été cédées depuis l'exécution du plan de restructuration et à quelles conditions? Des infrastructures ont-elles fait l'objet d'accords particuliers avec des pouvoirs ou organismes publics? Certaines transactions ont-elles dérogé à la fixation d'un prix basé sur la valeur vénale des infrastructures? Ont-elles été conclues sur base d'un autre mécanisme que la vente pure et simple ou sur base d'un partenariat fixant des obligations réciproques?

09.02 Pieter De Crem, ministre (*en français*): La finalisation de la transformation de la Défense prévoit la fermeture de quartiers et domaines militaires en vue de leur vente. Ces fermetures seront étalées sur plusieurs années. Divers quartiers et terrains d'exercice ont déjà été fermés en 2010, à Diest, Herentals, en Campine, à Houthalen-Helchteren, Bierset, Bastogne, Brasschaat, Jambes et Marche-les-Dames. Un tableau d'ensemble est à votre disposition auprès du secrétariat de la commission.

Lorsqu'un site est désaffecté, il est remis au SPF Finances, chargé de sa vente. Celle-ci se fait au plus offrant, sauf si une autorité disposant d'un droit d'expropriation en fait usage. Le Conseil des ministres peut également décider de transférer administrativement un domaine à un autre département fédéral.

L'évaluation de la valeur vénale, compétence des Finances, est faite en fonction de l'infrastructure concernée et de l'affectation future prévue au plan de secteur.

Dans le cas d'une expropriation, le prix de vente est égal à l'estimation de la valeur vénale majorée des intérêts moratoires et des indemnités de remploi prévues par la loi. Lorsque le nouvel acquéreur est clairement identifié, la Défense peut, à sa demande, lui délivrer une concession domaniale en attente de la réalisation de la vente.

Il n'y a pas eu d'autres accords particuliers avec des pouvoirs publics que ceux relatifs au terrain de Bierset.

Concernant l'aérodrome de Saint-Trond, une partie de l'ancienne base a été octroyée en concession à la ville en attendant la finalisation de la procédure d'expropriation. La piste elle-même sera acquise par la société provinciale de développement économique, également par le biais d'une procédure d'expropriation. Les transactions ont toujours été opérées sur la base de la valeur vénale du bien.

09.03 Christian Brotcorne (cdH): Je retiens les deux éléments essentiels: compétence exclusive du SPF Finances et pas d'autres accords avec les pouvoirs publics que ceux relatifs au terrain de Bierset.

L'incident est clos.

10 Questions jointes de

- **M. Denis Ducarme** au ministre de la Défense sur "les déclarations de la N-VA dans les médias flamands relatives à l'achat de chars d'occasion aux Pays-Bas" (n° 2804)

- **Mme Karolien Grosemans** au ministre de la Défense sur "les négociations avec les Pays-Bas et le Luxembourg" (n° 2814)

10.01 Denis Ducarme (MR): Le 27 octobre 2010, vous affirmiez dans cette commission qu'il n'y avait pas de projet, dans le chef du gouvernement, d'acquisition de chars auprès des Pays-Bas. Vous n'aviez d'ailleurs même pas parlé des Pays-Bas, puisque vous vous êtes contenté de dire qu'aucun rachat n'était en projet.

Pourtant, selon certaines déclarations de la N-VA à la presse, des projets seraient bel et bien en cours.

La N-VA a-t-elle raison quand elle dit que vous n'avez pas communiqué à la commission les véritables informations?

10.02 Karolien Grosemans (N-VA): Certaines rumeurs persistantes font état d'entretiens entre la Belgique et les Pays-Bas concernant l'achat de 30 chars d'assaut 2A6 d'occasion. Entre-temps, le ministre a répété qu'il n'avait pas l'intention d'acheter ces chars, ni de vendre l'AIV DF 90.

Le ministre campe-t-il sur ses positions dans le dossier des chars Leopard? Comment explique-t-il que ces rumeurs ont été confirmées par certains journaux? Quelles négociations ont-elles été menées au cours des dernières années dans le cadre de l'extension de la coopération avec les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg? Des résultats ont-ils été engrangés à ce sujet? Croit-il à une issue favorable?

10.03 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): De sa propre initiative, le Chef de la Défense m'a dit qu'aucune négociation n'est menée ou n'a été menée concernant l'achat de chars Leopard de l'armée néerlandaise et que ce sujet n'a nullement été abordé à l'occasion de la rencontre des chefs d'état-major des deux forces armées le 15 décembre 2010. Les chars Leopard ne s'inscrivent pas dans le cadre de notre plan de transformation. Par conséquent, leur achat n'est pas à l'ordre du jour, bien au contraire.

La recherche d'une synergie entre les forces armées de notre pays, des Pays-Bas et du Luxembourg est à l'étude dans le cadre de l'Union européenne et de l'OTAN.

(En français) Les marines belge et néerlandaise ont un accord de coopération au niveau opérationnel et matériel pour les frégates et chasseurs de mines.

(En néerlandais) BENESAM est l'abréviation de *Belgisch-Nederlandse Samenwerking* (coopération belgo-néerlandaise). Il existe en outre le projet belgo-luxembourgeois d'achat de simulateurs de conduite pour l'entraînement des chauffeurs des véhicules opérationnels et le programme Benelux *Belgian Soldier Transformation*, qui permettront de faire des économies d'échelle.

10.04 Denis Ducarme (MR): Je suis ravi que vous confirmiez vos dires. Même si vous êtes parfois proche de la N-VA, il est rassurant de ne pas vous voir plier devant les rumeurs qu'elle colporte dans la presse flamande. Espérons que ces nouveaux parlementaires apprendront qu'il est inutile, quand un ministre a répondu à une question, de prétendre qu'il a menti.

10.05 Karolien Grosemans (N-VA): Ce n'est pas moi qui ai dévoilé la cuisine interne de la Défense dans les journaux. Tout comme le ministre, je déplore la situation mais je demande des précisions car, selon une note néerlandaise, il y a bien eu des contacts à propos des chars Leopard. L'article concernant l'acquisition commune de mortiers, paru aujourd'hui, est-il dès lors complètement fantaisiste? Le ministre fournit peu d'informations sur les entretiens qui ont eu lieu ou qui sont encore en cours. Peut-être ne veut-il pas compromettre les négociations?

10.06 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): J'ai fourni un maximum de précisions à propos des chars Leopard. En ce qui concerne les mortiers, Mme Grosemans doit introduire une nouvelle question. Par ailleurs, je suppose qu'il est encore permis de procéder librement à des échanges de vues sur différents sujets lors de rencontres militaires.

Le **président:** Il ne faut pas prendre le ministre au dépourvu avec toute une série de nouvelles questions. Il faut qu'il puisse préparer ses réponses.

L'incident est clos.

11 Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "le coût du Club Prince Albert et du Club Reine Élisabeth" (n° 2721)

11.01 Theo Francken (N-VA): M. Jambon a déjà posé précédemment une question relative au coût du Club Prince Albert et du Club Reine Élisabeth.

Quels sont ces coûts depuis 2008? Combien de membres du personnel de la Défense y sont actifs? Le financement de ce genre de clubs relève-t-il des tâches des pouvoirs publics? Quelle est leur utilité sociale? La Défense a-t-elle encore besoin de ces deux clubs exclusifs? Leur coût est-il proportionnel à la plus-value sociale qu'ils représentent? Les coûts sont-ils toujours supportés par le Service de Restauration et d'Hôtellerie de la Défense (SRHD)?

Le problème qui sous-tend ma question est celui de la dotation royale, dont le montant ne reflète nullement les sommes exactes versées annuellement par les pouvoirs publics à la famille royale. Des agents de police et du personnel aérien sont mobilisés à cet effet et de plus, d'autres départements, tels que la Politique scientifique, versent des millions d'euros qui viennent s'ajouter à la plantureuse dotation royale.

11.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): La Défense a employé 71 personnes au Club Prince Albert (CPA) en 2010. Les membres de la commission de la Défense peuvent devenir gratuitement membres de ce club; cette mesure a été instaurée par mon prédécesseur. À cet effectif, il faut ajouter 18 membres du personnel financièrement totalement à charge du CPA. Les dépenses d'exploitation totales du CPA à charge du budget 2010 représentaient 3 302 000 euros, répartis entre les dépenses de personnel à hauteur de 2 872 000 euros et le fonctionnement de l'infrastructure et l'entretien à hauteur de 430 000 euros.

Au Club Reine Élisabeth, la Défense a employé 27 personnes en 2010. Il faut y ajouter un membre du personnel financièrement à charge du Club. Les dépenses d'exploitation totales du Club Reine Élisabeth à charge du budget 2010 représentaient 1 029 000 euros, répartis entre les dépenses de personnel à hauteur de 999 000 euros et le fonctionnement de l'infrastructure et l'entretien à hauteur de 39 000 euros.

Le Club Prince Albert et le Club Reine Élisabeth remplissent une fonction sociale et ont donc une utilité sociale. Sous la tutelle du Cercle national de la Défense (CND), ils font partie du Service de Restauration et d'Hôtellerie de la Défense. Il s'agit avant tout d'un lieu de rencontre pour la communauté militaire. Le CPA répond également aux besoins de commandement en offrant des possibilités en matière de logement, de restauration, d'organisation de réunions et de conférences, et de colloques en faveur des unités, des états-majors et des autorités de la Défense, ainsi que des organisations ou délégations internationales et étrangères. Le CPA apporte par ailleurs régulièrement son soutien à d'autres services publics fédéraux.

Le Club Reine Élisabeth remplit principalement la fonction de restaurant d'entreprise. Il organise également des activités sociales. Ces heures d'ouverture sont en principe limitées aux heures normales de service du personnel qui est employé au quartier Reine Élisabeth.

Étant donné que le personnel de toutes les installations horeca employé par la Défense pourrait être déployé lors d'exercices militaires ou d'opérations, leur travail quotidien doit également être considéré comme un entraînement.

Les économies et les réformes n'ont guère d'influence sur l'ampleur des besoins mentionnés.

Je suis d'avis que ces deux clubs représentent une plus-value sociale. Leur coût est donc en rapport avec cette plus-value. Le Club Prince Albert joue un rôle social important pour tous les membres du personnel et leurs familles, pour les anciens de la Défense ainsi que pour les associations et amicales. Grâce à son rayonnement international, il contribue également à la promotion de l'image de la Défense et de notre pays. Le Club Reine Élisabeth continue d'exercer son rôle de restaurant d'entreprise.

Compte tenu des importantes activités développées, la contribution du département répond à l'objectif fixé. Grâce à ces deux clubs, ce soutien peut être apporté pour un prix raisonnable et conforme à celui du marché.

Le Service de Restauration et d'Hôtellerie de la Défense est un service administratif à comptabilité autonome

et donc responsable de la gestion financière et administrative des recettes et des dépenses.

Les frais sont restés inchangés depuis 2010.

11.03 Theo Francken (N-VA): Le ministre estime donc que le Club Prince Albert et le Club Reine Élisabeth sont aussi des bases d'entraînement qui permettent au département de la Défense de bien former son personnel en vue des opérations militaires.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n^{os} 2487 et 2668 de M. Kindermans sont supprimées.

12 Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "les marchés publics pluriannuels pour l'exploitation et l'entretien des installations techniques de divers quartiers de la Défense" (n° 2784)

12.01 Theo Francken (N-VA): Le 14 janvier, le Conseil des ministres a autorisé le ministre de la Défense à octroyer deux marchés publics pluriannuels pour l'exploitation de l'entretien des installations techniques de différents quartiers de la Défense, après la rupture des contrats initiaux.

De quelles missions s'agit-il dans la pratique? Quel est le coût de l'opération? Quels contrats ont été rompus et pourquoi?

12.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Depuis le milieu des années 70, la gestion des installations de chauffage est externalisée par la Défense. En 1994, il a été décidé d'en faire autant pour la maintenance d'autres installations électroniques.

Fin 2009, les contrats d'exploitation et d'entretien technique ont été renouvelés. Ces contrats portent sur l'exploitation des installations techniques, l'entretien technique, les contrôles légaux, l'optimisation de la consommation énergétique ainsi que l'assistance technique et contractuelle. Ces contrats sont conclus pour une période de dix ans. La Défense débourse annuellement 25,5 millions d'euros à cet effet.

La firme ISS a obtenu pareil contrat pour les quartiers de Melsbroek, Beauvechain et Tervuren, notamment, pour un montant annuel de 1,1 million d'euros. Il est apparu dans le courant de la première année qu'ISS ne pouvait pas respecter ses obligations contractuelles, ce qui mettait en danger tant la sécurité physique que le bien-être du personnel ainsi que la sécurité des installations. Il s'agissait, entre autres, de pollution du sol et de pannes des installations de chauffage. C'est pourquoi il a été décidé de rompre les contrats avec ISS.

Les deux contrats de remplacement, qui portent sur le même montant annuel d'environ 1,1 million d'euros, sont encore en phase d'adjudication.

12.03 Theo Francken (N-VA): Je suis quand même étonné. Le gouvernement flamand sous-traite également l'entretien des bâtiments et je n'ai pas souvenir d'une quelconque rupture de contrat parce que les prestations ne répondaient pas aux attentes. La situation a vraiment dû être très grave pour en arriver à une décision aussi lourde de conséquences. Une rupture de contrat et le lancement d'un nouvel appel d'offres entraînent de nombreuses démarches administratives et la procédure prend des mois. Je suppose que la société ISS a commis des fautes graves. Une indemnisation sera-t-elle demandée?

12.04 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): On ne pourra le faire que lorsque le nouveau contrat aura été conclu. Les mesures prises sont en effet drastiques mais il était indispensable d'intervenir avec fermeté. Les clauses contractuelles n'ont pas été respectées.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 11 h 40.

De vergadering wordt geopend om 10.18 uur en voorgezeten door de heer Filip De Man.

01 Vraag van mevrouw Annick Ponthier aan de minister van Landsverdediging over "de stand van

zaken in Ivoorkust" (nr. 2469)

01.01 Annick Ponthier (VB): In december besliste de regering van lopende zaken tien Belgische special forces naar Ivoorkust te sturen om de ambassade en het ambassadepersoneel te beschermen.

Wat is de stand van zaken op dit moment? Welke initiatieven zullen er nog worden genomen? Hoe evolueert de veiligheidssituatie? Worden er evacuaties gepland?

01.02 Minister Pieter De Crem (Nederlands): In verband met deze operatie is natuurlijk enige terughoudendheid nodig. De taak van het *forward security team* dat werd uitgestuurd naar Ivoorkust is de beveiliging van de Belgische ambassade en de diplomatieke vertegenwoordigers in Abidjan. Ik kan over de stand van zaken weinig details geven. De middelen zijn paraat om een evacuatie van onderdanen waar ook ter wereld te organiseren. Alles hangt af van de beoordeling die het ministerie van Buitenlandse Zaken aan de veiligheidstoestand in Ivoorkust geeft. Ik zal overleggen met mijn collega van Buitenlandse Zaken en zal daarna meer meedelen.

01.03 Annick Ponthier (VB): Er zijn dus momenteel nog geen evacuaties gebeurd. Zijn er plannen om de troepen te versterken?

01.04 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Het team is uitgezonden in zijn huidige samenstelling en er zijn normale rotaties en vervangingen. Er is geen intentie om het team terug te trekken of te versterken.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Anthony Dufrane aan de minister van Landsverdediging over "het Aids Informatieteam bij het leger" (nr. 2485)

02.01 Anthony Dufrane (PS): In 1993 werd door Defensie, in het kader van het aidspreventiebeleid, het Aids Informatieteam (AIT) opgericht.

Werd de opdracht van het AIT uitgebreid tot de civiele samenleving? Hoeveel personen maken er deel van uit? Is het netwerk van plaatselijke vertegenwoordigers op vrijwillige basis die samen met het AIT informatiesessies organiseren nog steeds actief? Hoeveel opdrachten heeft het AIT de jongste drie jaar vervuld? Welke categorieën van militairen krijgen aidspreventieondericht?

02.02 Minister Pieter De Crem (Frans): Het Aids Informatieteam bestaat nog steeds en het heet nu Team Info Prevention. Het bestaat uit twee Franstalige en twee Nederlandstalige onderofficieren. Er worden informatie- en preventiesessies in verband met aids gegeven aan de nieuwe rekruten en aan de militairen die zich voorbereiden op een buitenlandse missie. De jongste drie jaar werden er 289 gegeven. Het netwerk van vertegenwoordigers in de eenheden bestaat nog steeds. Het gaat om veldwerkers die zich bezighouden met problemen in verband met aids, tabak, alcohol en drugs. Momenteel zijn er 20 personen gecertificeerd, 24 volgen een opleiding. Het Team Info Prevention geeft geen lezingen meer voor burgers.

02.03 Anthony Dufrane (PS): Wat is de reden daarvan?

02.04 Minister Pieter De Crem (Frans): Preventie is een deels federale, maar daarnaast ook een Gemeenschapsbevoegdheid. Er waren overlappingen met initiatieven van de Gemeenschappen en de FOD Volksgezondheid. Daarom richten de acties van onze teams zich opnieuw uitsluitend op militairen.

02.05 Anthony Dufrane (PS): Dat vind ik jammer, want er kunnen nooit genoeg maatregelen worden genomen om dergelijke ziekten te voorkomen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Anthony Dufrane aan de minister van Landsverdediging over "de overdracht van de Belgische C-130's aan het EATC" (nr. 2490)

03.01 Anthony Dufrane (PS): Ondanks de strikte budgettaire beperkingen neemt de Belgische Defensie deel aan samenwerkingsprojecten als Helios, Eurocorps, de Europese *battlegroups*, ABNL, enz. De overdracht van de controle over de Belgische transportvliegtuigen aan de multinationale staf was gepland voor eind 2010. Op 19 januari vernamen we echter dat die overdracht als gevolg van informaticaproblemen nog niet had plaatsgevonden.

Werd het informaticaprobleem intussen opgelost? Wat is de oorzaak van dit uitstel? Wanneer wordt de bevoegdheid daadwerkelijk overgedragen? Hoe reageren onze partners op deze verdaging? Hoeveel en welke types Belgische vliegtuigen zullen er ter beschikking staan van het European Air Transport Command (EATC) wanneer dit operationeel zal zijn?

03.02 Minister Pieter De Crem (Frans): Defensie wil de controle over de C-130's binnen afzienbare tijd overdragen aan EATC Eindhoven. Er zijn echter technische problemen met de informaticatoepassing die EATC gebruikt. Deze applicatie moet goed werken voor de controle wordt overgedragen, aangezien Defensie de eigen toepassing na de overdracht niet zal behouden. Het probleem zou in de loop van de komende maanden van de baan moeten zijn.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer David Geerts aan de minister van Landsverdediging over "het onderhoud van Chef Defensie Charles-Henri Delcour met de vier commissievoorzitters" (nr. 2651)

- de heer Anthony Dufrane aan de minister van Landsverdediging over "de ontmoeting van de CHOD met enkele parlementsleden" (nr. 2672)

04.01 Anthony Dufrane (PS): Het is toch opmerkelijk dat de voorzitters van de commissie voor de Landsverdediging en de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen van de Senaat en de Kamer een vergadering met de legertop en generaal Delcour hebben bijgewoond, terwijl het verzoek van de PS om een hoorzitting met de CHOD te organiseren, werd verworpen.

Weet u wat er besproken werd? Werd de toenemende ouderdom van onze 60 F-16's daar aangekaart? Moeten ze vervangen of gemoderniseerd worden? Wanneer zullen ze afgeschreven worden? Werden die kwesties besproken in het kader van het *Multinational Fighter Program* (MNFP)? Wat denken onze partners hierover?

04.02 Minister Pieter De Crem (Frans): Ik werd achteraf op de hoogte gebracht van die lunch op 7 februari, die tot doel had om informeel van gedachten te wisselen over de situatie bij Defensie; er werd daarover geen verslag uitgebracht. Iedereen heeft het recht om te vergaderen met wie hij wil.

Overeenkomstig het plan 'De voltooiing van de transformatie' en in overleg met de MNFP-partners zal België zeker tot na 2020 zijn F-16-vloot behouden. De F-16's ondergaan periodiek modificaties om een optimale interoperabiliteit binnen de NAVO en de Europese Unie te waarborgen.

De toekomst van Kleine Brogel en Florennes komt dus niet in gevaar. Er worden bij Defensie geen studies gemaakt over een mogelijke opvolger voor de F-16.

04.03 Anthony Dufrane (PS): Kan aan de commissie een verslag worden bezorgd van deze informele vergadering?

04.04 Minister Pieter De Crem (Frans): De genodigden waren de voorzitters van onze commissie, van de commissie Legeraankopen, van de bijzondere senaatscommissie voor de opvolging van buitenlandse missies en van de werkgroep belast met het onderzoek naar het taalevenwicht bij het leger. Er werd geen verslag van opgesteld, en enkel de kranten hebben erover bericht.

04.05 Anthony Dufrane (PS): Mijnheer de voorzitter, zouden wij een officieel verslag kunnen krijgen?

De **voorzitter**: Het verbaast mij dat de heer Dufrane een rapport van mij wil, terwijl hij onaangenaam verrast is dat ik deel uitmaak van "*le petit comité discret*".

Men moet weten wat men wil! Ofwel is men verbaasd, of zit men zelfs verveeld met de kwestie, ofwel eist men een verslag. In dat geval zou men dat toch eerder collegiaal moeten doen, vindt u niet?

04.06 **Anthony Dufrane** (PS): Ik zal die vraag stellen aan andere commissievoorzitters die de vergadering hebben bijgewoond.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Annick Ponthier.

05 **Vraag van de heer Filip De Man aan de minister van Landsverdediging over "de rules of engagement tijdens de opdracht van het fregat Louise-Marie" (nr. 2671)**

05.01 **Filip De Man** (VB): De Louise-Marie werd uitgestuurd om Somalische piraten te bestrijden, maar die blijven toeslaan. Het Belgische fregat heeft piraten opgepakt, maar die hebben we weer moeten laten gaan.

Waarom sturen de Europese landen op hun koopvaardischepen niet steeds enkele militairen mee? De kosten daarvoor wegen niet op tegen de gigantische verliezen van een gekaapt koopvaardischip. Klopt het dat de VN-resoluties en de *rules of engagement* een kordaat optreden in de weg staan?

05.02 Minister **Pieter De Crem** (Nederlands): De *rules of engagement* van de operatie Atalanta laten toe om piraten vast te houden. Op 29 november 2010 heeft de bemanning van de Louise-Marie zeven piraten opgepakt, waarvan er een werd overgebracht naar ons land wegens zijn vermeende betrokkenheid bij de kaping van het koopvaardischip Pompei in 2009. De anderen werden in vrijheid gesteld omdat het federaal parket besliste om niet te vervolgen en omdat de andere Staten in de regio niet bereid waren deze vermoedelijke piraten op hun grondgebied vast te houden. De bevoegdheid om te vervolgen is een bevoegdheid van Justitie.

De VN-resoluties sluiten de inzet van zogenaamde *Vessel Protection Detachments* (VPD's) op koopvaardischepen niet uit. Er moeten wel eerst eenduidige afspraken gemaakt worden tussen de vlaggenstaat en de rederij over geweld aan boord, de overdracht van vermoedelijke piraten voor vervolging en de voorrang van rechtsmacht van de Belgische rechtscolleges. De rederij moet zelf vragen om een VPD. De rechten en plichten moeten vooraf contractueel worden vastgelegd, waaronder een geschillenregeling, de regeling van de schadegevallen, de financiële, administratieve en logistieke aspecten, de verzekering en de gezagsverhoudingen.

Atalanta is toegelaten door de VN, maar wordt uitgevoerd door de EU. De inzetregels zijn de algemene richtlijnen van de bevoegde overheid die aangeven onder welke omstandigheden de strijdkrachten geweld mogen gebruiken. Ik ben van mening dat Europa moet overwegen om het mandaat uit te breiden, zodat er ook aan land zou kunnen worden ingegrepen. Het recht op verdediging wordt door geen enkele regeling ingeperkt. De inzetregels bepalen wanneer geweld gebruikt mag worden in gevallen die niet onder wettige verdediging vallen.

Piraten die worden aangehouden, moeten ook vervolgd kunnen worden. Daarvoor moet de nodige wetgeving beschikbaar zijn. De betrokken kuststaten verlenen geen medewerking. Ook acties aan de kustlijn die piraterij voorbereiden, zouden door de EU moeten kunnen worden aangepakt.

05.03 **Filip De Man** (VB): De minister is het met mij eens dat er krachtiger moet worden opgetreden, maar heeft niet de bevoegdheid om iets te forceren. Hij zal het met zijn collega's moeten bespreken. Ik vind het een schande dat we de piraten nu moeten vrijlaten.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2678 van de heer Bastin wordt uitgesteld.

06 **Vraag van de heer David Geerts aan de minister van Landsverdediging over "de aangifte aan de douane" (nr. 2740)**

Voorzitter: Filip De Man.

06.01 David Geerts (sp.a): Graag had ik informatie gekregen over de declaratie van producten bij buitenlandse missies van Defensie.

Bestaat daarvoor een reglementering? Zijn er beperkingen, zoals voor alcohol of tabak?

06.02 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): Defensie is zoals alle overheidsdiensten onderworpen aan de wetgeving inzake douane en accijnzen. De richtlijnen hierover van de FOD Financiën werden omgezet in een intern reglement voor Defensie. De beperkingen inzake alcohol en andere goederen gelden uiteraard eveneens voor Defensie.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer David Geerts aan de minister van Landsverdediging over "de outsourcing van eerstelijnszorg bij Defensie" (nr. 2741)

07.01 David Geerts (sp.a): Sinds 1 oktober 2010 wordt de eerstelijnszorg voor het personeel van Defensie uitbesteed. Dit betekent een besparing voor het departement, maar het heeft wel een weerslag op de begroting van het departement Volksgezondheid en het RIZIV.

Op een vraag hierover van de heer Dufrane op 10 november antwoordde de minister dat er voor de invoering een overleg was met het kabinet van Volksgezondheid en het RIZIV.

Wanneer hebben deze vergaderingen plaatsgevonden? Wordt er overlegd over het budgettaire aspect van de uitbesteding? Is er al een eerste evaluatie gebeurd?

07.02 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): De uitbesteding van de eerstelijnszorg werd met externe instanties, onder meer het RIZIV, besproken om een oplossing uit te werken voor potentiële problemen bij de praktische uitvoering. De contacten verliepen voornamelijk per correspondentie, van januari tot februari 2010, en gingen onder meer over de budgettaire impact.

Het personeel van Defensie draagt bij tot de sociale zekerheid: de individuele bijdrage van het personeel bedraagt op jaarbasis 49,3 miljoen euro, het werkgeversaandeel 53,6 miljoen euro. Het personeel behoudt in elk geval het recht op vrije keuze. Aangezien velen al een beroep deden op een burgerarts, waarbij zij het persoonlijke aandeel voor hun rekening nemen, heeft de gedeeltelijke uitbesteding van de curatieve eerstelijnszorg geen significante impact op de ZIV-uitgaven.

De medische component van Defensie heeft de dienst voor Geneeskundige Verzorging gevraagd om in maart 2011 een overleg te plannen met Defensie en het RIZIV voor een eerste evaluatie.

Het is te vroeg om al uitspraken te doen over een besparing: een eerste budgettaire analyse zal begin april 2011 worden doorgevoerd na het afsluiten van de eerste trimestriële betalingscyclus voor de prestaties van oktober tot december 2010.

Deze fase is niet volledig representatief, omdat het personeel in de transitieperiode van oktober 2010 tot januari 2011 niet alleen een beroep kon doen op een aangenomen arts, maar ook nog steeds terechtkon bij een militaire arts. Fundamentele besluitvorming is maar mogelijk na een volledig jaar van outsourcing, in februari 2012 dus.

De outsourcing van de eerstelijnszorg heeft tot doel om het personeel van het medisch-technisch korps maximaal te kunnen inzetten voor militaire operaties, onze kerntaak, en beoogde zeker geen budgettaire doelstelling.

07.03 David Geerts (sp.a): Op de schriftelijke correspondentie met het RIZIV na is er dus geen overleg geweest met het kabinet Volksgezondheid?

07.04 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Ik blijf bij mijn antwoord.

Het incident is gesloten.

08 **Samengevoegde vragen van**

- de heer David Geerts aan de minister van Landsverdediging over "de militaire reglementen inzake medische zorgen en de onverenigbaarheden met reguliere wetgeving hieromtrent" (nr. 2742)
- de heer Anthony Dufrane aan de minister van Landsverdediging over "de uitspraken van geneesheer-kolonel Lemmens betreffende de gezondheid en de veiligheid van de militairen" (nr. 2755)
- mevrouw Catherine Fonck aan de minister van Landsverdediging over "de militaire geneeskundige regelgeving" (nr. 2790)

08.01 **David Geerts** (sp.a): Volgens kolonel Lemmens in *De Artsenkrant* bestaan er inbreuken op de gewone wetgeving inzake medische zorgen door toepassing van militaire reglementen. Omdat er reeds lang een tekort is aan arbeidsgeneesheren, rijst ook de vraag in welke mate sommige onderzoeken al dan niet rechtsgeldig uitgevoerd kunnen worden.

Is er een lijst gemaakt binnen Defensie van mogelijke inbreuken? Treft men wettelijke voorbereidingen om tot een oplossing te komen? Hoeveel arbeidsgeneesheren zijn er op dit ogenblik in het departement? Hoeveel zouden dat er moeten zijn?

08.02 **Anthony Dufrane** (PS): Op 12 februari jongstleden publiceerde de krant *La Dernière Heure* alarmerende verklaringen van geneesheer-kolonel Marc Lemmens over de gezondheid en de veiligheid van onze militairen. Volgens het desbetreffende artikel zou de regelgeving bij het departement Landsverdediging strijdig zijn met de wetgeving betreffende het welzijn op het werk. Die inbreuken zouden niet alleen de gezondheid en de veiligheid van het legerpersoneel in het gedrang brengen, maar ook die van de burger. Zo zouden militairen die wapens dragen aan onvoldoende medische controles worden onderworpen en zou men het niet zo nauw nemen met het medisch geheim. Geneesheer-kolonel Lemmens zou zijn hiërarchische oversten al meermaals hiervan op de hoogte hebben gebracht.

Hebt u kennis genomen van de verslagen die hij hieromtrent heeft overgezonden? Welke maatregelen zal u treffen opdat het departement Landsverdediging zich onverwijd aan de wet zou conformeren?

08.03 **Catherine Fonck** (cdH): De kandidaat-militairen en het militair personeel zouden zijn onderworpen aan een militaire geneeskundige regelgeving die niet te rijmen valt met de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie. Zo zouden er diverse systemen bestaan om hun gezondheid en vaardigheden te testen, terwijl een werkende burger slechts één onderzoek bij de arbeidsgeneesheer moet ondergaan. Bovendien zou die regelgeving strijdig zijn met de wet van 28 januari 2003 betreffende de medische onderzoeken die binnen het kader van de arbeidsverhoudingen worden uitgevoerd, die bepaalt dat de onderzoeken van een werknemer of een kandidaat-werknemer louter mogen worden uitgevoerd door de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer en louter verband mogen houden met de huidige geschiktheid van de werknemer en met de specifieke kenmerken van de openstaande betrekking. Bij het leger zouden die onderzoeken echter niet alleen door arbeidsgeneesheren worden uitgevoerd, zou er meer worden onderzocht dan de geschiktheid van de werknemer op het ogenblik van het onderzoek en zouden die onderzoeken plaatsvinden bij aanvang van de rekruteringsprocedure, wat niet te rijmen valt met de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, die bepaalt dat het gezondheidsonderzoek de laatste stap in het selectieproces moet zijn.

Wat is de ware toedracht van de toestanden die geneesheer-kolonel Lemmens beschrijft? Gelden al die wetten dan niet voor het leger? Wat is uw standpunt in dit dossier?

08.04 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Ik heb aan het departement de opdracht gegeven na te gaan in welke mate de verklaringen van kolonel Lemmens nieuw zijn.

(*Frans*) Bepaalde opmerkingen van kolonel Lemmens staan ook in de jaarverslagen van de arbeids- en de milieu-inspectie van Defensie. In het verlengde van die rapporten heeft de Chif of Defense – en dus niet de minister, zoals de wetgever het heeft gewild – actieplannen doen opstellen, onder meer het hoofdstuk 'arbeidsgeneeskunde' dat werd opgenomen in het globale preventieplan van Defensie 2011-2015.

Dankzij het AMT 2013-project zou Defensie uiterlijk tegen 1 januari 2013 over een interne arbeidsgeneeskundige dienst moeten beschikken.

Het AMT 2013-project voorziet enerzijds in de studie van de problematiek van de onverenigbaarheid tussen de wetgeving op het welzijn en het medisch statuut van de militairen, en van alle acties (met inbegrip van wetgevende en regelgevende initiatieven) die noodzakelijk zijn om te voldoen aan de vigerende wetgeving, en anderzijds in het optimaliseren van de arbeidsgeneeskundige dienst, zowel via indienstneming, de levering van nieuwe uitrusting en de verdere informatisering, als via de organisatie, de coördinatie, de communicatie en de informatie-uitwisseling tussen de arbeidsgeneeskundige dienst en de werknemers en werkgever van Defensie.

(Nederlands) De arbeidsgeneeskundige dienst telt vandaag 21 arbeidsgeneesheren: 6 burgers en 15 militairen. Het departement heeft, voortgaande op zijn grootte, 23 arbeidsgeneesheren nodig, namelijk 20 voor het medisch toezicht, 2 voor het leiden van het departement arbeidsgeneeskunde en 1 als medisch inspecteur.

08.05 David Geerts (sp.a): De CHOD speelt daarin als werkgever een belangrijke rol. Het zou toch interessant zijn als het Parlement inlichtingen kreeg over de precieze onverenigbaarheden. Nu moeten we via krantenartikels gissen naar wat er mis is.

08.06 Anthony Dufrane (PS): Ik denk dat het zinvol is om de verantwoordelijken voor het AMT 2013-project in de commissie te horen, meer bepaald de directeur van het Stafdepartement Welzijn, de directeur van de Divisie Inspectie en geneesheer-kolonel Lemmens.

08.07 Minister Pieter De Crem (Frans): Ik vind dat geen goed idee. Een parlement moet de regering controleren en, indien nodig, wetgevend werk verrichten. Maar de commissie beslist natuurlijk.

08.08 Anthony Dufrane (PS): Niet al mijn vragen werden beantwoord. U hebt zonet in herinnering gebracht dat de CHOD en niet de minister verantwoordelijk is voor het departement. Dus waarom kan hij niet in de commissie worden gehoord?

08.09 Minister Pieter De Crem (Frans): Ik stel voor dat wij eerst het verslag 2011-2013 analyseren. Bovendien is de CHOD de werkgever en blijft de minister uiteraard politiek verantwoordelijk.

08.10 Anthony Dufrane (PS): We zullen het verzoek schriftelijk indienen en analyseren tijdens de regeling van de werkzaamheden.

De **voorzitter**: Doet u dat.

08.11 Catherine Fonck (cdH): Ik onthoud dat er duidelijke onverenigbaarheden zijn tussen de huidige wetgeving en de militaire reglementen. Een soort Staat binnen de Staat op het stuk van het welzijn op het werk, de bescherming van de werknemers en de arbeidsgeneeskunde zou onaanvaardbaar zijn.

08.12 David Geerts (sp.a): Kan de minister ervoor zorgen dat die analyse aan het Parlement wordt bezorgd?

08.13 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Dat is geen enkel probleem.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Christian Brotcorne aan de minister van Landsverdediging over "de bestemming van de buiten dienst gestelde militaire infrastructuur" (nr. 2670)

09.01 Christian Brotcorne (cdH): Met betrekking tot de toekomst van de niet langer gebruikte kazernes, werd in de pers onlangs gewag gemaakt van een aantal projecten, onder meer de omvorming van de vroegere militaire luchthaven van Sint-Truiden tot een burgerlijke luchthaven.

Welke militaire infrastructures werden er overgedragen sinds met het herstructureringsplan van start werd gegaan en onder welke voorwaarden? Werden er over bepaalde infrastructures bijzondere afspraken gemaakt met bepaalde overheden of overheidsinstellingen? Werd er in het kader van bepaalde transacties afgeweken van het beginsel dat de prijs wordt bepaald op grond van de verkoopwaarde van de infrastructuur? Werden die overeenkomsten gesloten op grond van een ander mechanisme dan een loutere verkoop of op grond van een partnerschap met wederzijdse verplichtingen?

09.02 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): Het plan tot voltooiing van de transformatie van Defensie bepaalt dat er militaire kwartieren en domeinen worden gesloten met het oog op verkoop. De sluitingen worden over verscheidene jaren gespreid. Meerdere kwartieren en oefenterreinen werden al in 2010 gesloten, in Diest, Herentals, in de Kempen, in Houthalen-Helchteren, Bierset, Bastenaken, Brasschaat, Jambes en Marchelès-Dames. Er is een overzichtstabel tot uw beschikking bij het commissiesecretariaat.

Wanneer een site buiten gebruik wordt gesteld, wordt hij overgedragen aan de FOD Financiën, die belast is met de verkoop. Het goed wordt aan de meestbiedende verkocht, behalve wanneer een overheid die over een onteigeningsrecht beschikt, daarvan gebruik maakt. De ministerraad kan tevens beslissen een domein administratief over te dragen aan een ander federaal departement.

De raming van de verkoopwaarde, waarvoor de FOD Financiën bevoegd is, gebeurt rekening houdend met de aard van de infrastructuur en met de toekomstige bestemming volgens het gewestplan.

Bij onteigening is de verkoopprijs gelijk aan de geschatte verkoopwaarde verhoogd met de moratoire interesten en wederbeleggingsvergoedingen zoals in de wet is bepaald. Als duidelijk is wie de koper is, kan Defensie hem, op zijn verzoek en in afwachting van de verkoop, een domeinconcessie afleveren.

Er werden met de overheid geen andere specifieke overeenkomsten gesloten dan die met betrekking tot het terrein te Bierset.

Wat het vliegveld te Sint-Truiden betreft, werd een deel van de voormalige basis via een concessie toegewezen aan de stad, in afwachting van de voltooiing van de onteigeningsprocedure. De startbaan zelf zal worden toegewezen aan de provinciale ontwikkelingsmaatschappij, eveneens via een onteigeningsprocedure.

De transacties gebeurden altijd op basis van de verkoopwaarde van het goed.

09.03 **Christian Brotcorne** (cdH): Ik onthoud de twee sleutelementen: exclusieve bevoegdheid van de FOD Financiën en geen andere overeenkomsten met de overheid dan die met betrekking tot het terrein te Bierset.

Het incident is gesloten.

10 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Denis Ducarme** aan de minister van Landsverdediging over "de uitspraken van de N-VA in de Vlaamse media met betrekking tot de aankoop van tweedehands tanks in Nederland" (nr. 2804)
- mevrouw **Karolien Grosemans** aan de minister van Landsverdediging over "onderhandelingen met Nederland en Luxemburg" (nr. 2814)

10.01 **Denis Ducarme** (MR): Op 27 oktober 2010 deelde u in deze commissie mee dat de regering niet voornemens was tanks aan te kopen van Nederland. U maakte trouwens zelfs geen gewag van Nederland, aangezien u enkel zei dat er geen enkele aankoop gepland was.

Als we op bepaalde verklaringen van de N-VA in de pers mogen afgaan, zouden er toch concrete plannen zijn.

Klopt de bewering van de N-VA dat u de commissie niet de juiste informatie heeft verstrekt?

10.02 **Karolien Grosemans** (N-VA): Volgens hardnekkige geruchten zijn er gesprekken tussen België en Nederland over de aankoop van 30 tweedehandse 2A6-gevechtstanks. De minister heeft onlangs nog

gezegd dat hij niet van plan is om de tanks aan te kopen, noch om de AIV DF 90 onmiddellijk te verkopen.

Blijft hij bij zijn standpunt in het dossier van de Leopardtanks? Hoe verklaart hij dat de geruchten in enkele kranten worden bevestigd? Welke onderhandelingen werden de afgelopen jaren gevoerd in het raam van een uitgebreidere samenwerking met Nederland en Luxemburg? Zijn daar al resultaten geboekt? Gelooft hij in een goede afloop?

10.03 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): De chef Defensie heeft mij uit eigen beweging gezegd dat er geen enkele onderhandeling loopt of is geweest over de aankoop van Leopardtanks van het Nederlandse leger, en dat dit ook niet is besproken tijdens de ontmoeting van de stafchefs van beide krijgsmachten op 15 december 2010. De Leopardtanks passen niet in ons transformatieplan, dus is kopen geen optie, wel integendeel.

Het zoeken naar synergie tussen de krijgsmachten van ons land, Nederland en Luxemburg wordt bestudeerd in het raam van de Europese Unie en de NAVO.

(*Frans*) Wat de fregatten en mijnenjagers betreft, hebben de Belgische en de Nederlandse marine een samenwerkingsovereenkomst gesloten op operationeel en materieel niveau.

(*Nederlands*) De BENESAM staat voor Belgisch-Nederlandse Samenwerking. Daarenboven is er, samen met Luxemburg, het project voor de aankoop van rijsimulatoren voor de training van de chauffeurs van de operationele voertuigen, en het Benelux-programma *Belgian Soldier Transformation*, die beide tot schaalvoordelen zullen leiden.

10.04 **Denis Ducarme** (MR): Het verheugt me dat u uw uitspraken heeft bevestigd. Ook al staat u soms dicht bij de N-VA, toch is het geruststellend dat u zich niet plooit naar de geruchten die deze partij in de Vlaamse pers verspreidt. Hopelijk zullen deze nieuwe parlementsleden leren dat wanneer een minister een vraag heeft beantwoord, het niets uithaalt hem van leugens te betichten.

10.05 **Karolien Grosemans** (N-VA): De interne keuken van Defensie is niet door mijn toedoen in de kranten gekomen. Ik betreur dit evenzeer als de minister, maar ik vraag duidelijkheid, want er zijn blijkens een Nederlandse nota wel degelijk contacten geweest over de Leopards. Is het artikel over de gezamenlijke verwerving van mortieren, dat vandaag is verschenen, dan ook volledig uit de lucht gegrepen? Over de andere gesprekken die werden en worden gevoerd, geeft de minister weinig informatie, misschien om de onderhandelingen niet in gevaar te brengen.

10.06 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Over de Leopardtanks ben ik zo duidelijk mogelijk geweest. Over de mortieren moet mevrouw Grosemans een nieuwe vraag indienen. Voorts neem ik aan dat het nog altijd is toegestaan om bij militaire ontmoetingen over een aantal zaken vrij van gedachten te wisselen.

De **voorzitter**: Men mag de minister niet plots met nieuwe vragen overvallen, hij moet zijn antwoord kunnen voorbereiden.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de kostprijs van de Prins Albert Club en de Club Koningin Elisabeth" (nr. 2721)**

11.01 **Theo Francken** (N-VA): De heer Jambon stelde eerder al een vraag over de kostprijs van de Club Prins Albert en de Club Koningin Elisabeth.

Wat zijn de cijfers sinds 2008? Hoeveel personeelsleden van Defensie zijn er tewerkgesteld? Is de financiering van dergelijke clubs een taak van de overheid? Wat is hun maatschappelijk nut? Heeft Defensie nog steeds nood aan beide exclusieve clubs? Staat de kostprijs ervan in verhouding tot hun maatschappelijke meerwaarde? Worden de kosten nog steeds door de Restauratie- en Hoteldienst van Defensie (RHDD) gedragen?

De essentie is dat de koninklijke dotatie helemaal niet weergeeft wat de overheid elk jaar aan het koningshuis

betaalt. Er worden politieagenten ter beschikking gesteld en luchthavenpersoneel, maar ook andere departementen, zoals Wetenschapsbeleid, betalen miljoenen euro bovenop de riante dotatie.

11.02 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Defensie stelde in 2010 in de Prins Albert Club (CPA) 71 personeelsleden tewerk. De leden van de commissie voor de Landsverdediging kunnen gratis lid worden van deze club; dat werd door mijn voorganger ingevoerd. Aan dat effectief dienen 18 personeelsleden te worden toegevoegd die financieel volledig ten laste vallen van de CPA. De totale uitgaven voor het uitbaten van de CPA ten laste van de begroting 2010, bedroegen 3.302.000 euro, 2.872.000 euro personeelsuitgaven en 430.000 euro infrastructuurwerking en onderhoud.

In de Club Koningin Elisabeth stelde Defensie 27 personeelsleden tewerk in 2010. Daaraan dient één personeelslid te worden toegevoegd dat financieel ten laste valt van de club. De totale uitgaven voor de uitbating van de Club Koningin Elisabeth ten laste van de begroting 2010, bedroegen 1.029.000 euro, 999.000 euro personeelsuitgaven en 39.000 euro infrastructuurwerking en onderhoud.

Zowel de Club Prins Albert als de Club Koningin Elisabeth vervullen een maatschappelijke functie en hebben dus een maatschappelijk nut. Ze maken, onder de hoede van de Nationale Kring Defensie (NKD), deel uit van de Restauratie- en Hoteldienst van Defensie. Ze vormen in de eerste plaats een ontmoetingsplaats voor de militaire gemeenschap. De CPA voorziet eveneens in de commandobehoeften door mogelijkheden aan te bieden op het gebied van logement, restaurantgelegenheden, de organisatie van vergaderingen en conferenties, en colloquia ten gunste van eenheden, staven en autoriteiten van Defensie, alsook internationale en buitenlandse organisaties of delegaties. De CPA biedt ook regelmatig steun aan andere federale overheidsdiensten.

De Club Koningin Elisabeth vervult voornamelijk de functie van bedrijfsrestaurant. Ze organiseert ook sociale activiteiten. Haar openingsuren zijn in principe beperkt tot de normale diensturen van het personeel dat is tewerkgesteld in het kwartier Koningin Elisabeth.

Aangezien het door Defensie tewerkgestelde personeel van alle horeca-installaties ontplooid zou kunnen worden bij militaire oefeningen en bij operaties, dient hun dagelijks werk eveneens als training te worden aanzien.

De bezuinigingen en de hervormingen hebben weinig invloed op de omvang van de vermelde behoeftes.

Mijn standpunt is dat beide clubs een maatschappelijke meerwaarde hebben. Dan staat de kostprijs ervan in verhouding tot die meerwaarde. De Prins Albert Club speelt een belangrijke sociale en maatschappelijke rol ten voordele van alle personeelsleden en hun families, van oudgedienden en van verenigingen en vriendenkringen. Door haar internationale uitstraling draagt ze eveneens bij tot de promotie van het imago van Defensie en van ons land. De Club Koningin Elisabeth blijft haar rol van bedrijfsrestaurant uitoefenen.

Gezien de intensieve benutting beantwoordt de inbreng door het departement aan het vooropgestelde doel. Dankzij het bestaan van beide clubs kan die steun worden geleverd tegen een redelijke en marktconforme prijs.

De Restauratie- en Hoteldienst van Defensie is een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie, die zelf verantwoordelijk is voor het financiële en administratieve beheer van inkomsten en uitgaven.

De kosten zijn sinds 2010 niet veranderd.

11.03 **Theo Francken** (N-VA): De minister vindt dus dat de Prins Albert Club en de Club Koningin Elisabeth onder andere trainingsbasissen zijn om mensen goed op te leiden voor operaties.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen nrs 2487 en 2668 van de heer Kindermans zijn vervallen.

12 **Vraag van de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de meerjarige overheidsopdrachten voor de uitbating en het onderhoud van de technische installaties van diverse**

kwartieren van Defensie" (nr. 2784)

12.01 **Theo Francken** (N-VA): Op 14 januari besliste de ministerraad dat de minister van Defensie twee meerjarige overheidsopdrachten mag uitschrijven voor de uitbating van het onderhoud van de technische installaties van diverse kwartieren van Defensie, nadat de oorspronkelijke opdrachten verbroken werden.

Over welke opdrachten gaat het concreet? Wat is de kostprijs? Welke opdrachten werden er verbroken en waarom?

12.02 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Sinds midden jaren 70 wordt het beheer van de verwarmingsinstallaties door Defensie uitbesteed. In 1994 werd beslist om ook het onderhoud van andere elektronische installaties uit te besteden.

Eind 2009 werden de opdrachten voor de uitbating en het technisch onderhoud (UTO) vernieuwd. De UTO-contracten betreffen de uitbating van de technische installaties, het technisch onderhoud, de wettelijke controles, de optimalisatie van het energieverbruik en de technische en contractuele ondersteuning. Deze contracten worden voor een periode van tien jaar afgesloten. Jaarlijks betaalt Defensie daarvoor 25,5 miljoen euro.

De firma ISS kreeg een UTO-contract voor onder meer de kwartieren te Melsbroek, Bevekom en Tervuren en kreeg daarvoor jaarlijks ongeveer 1,1 miljoen euro. In de loop van het eerste jaar bleek dat ISS zijn contractuele verplichtingen niet kon nakomen, waardoor zowel de fysieke veiligheid en het welzijn van het personeel als de veiligheid van de installaties in het gedrang werd gebracht. Het ging onder meer over grondvervuiling en het uitvallen van verwarmingsinstallaties. Daarom werd besloten om de overeenkomsten met ISS te verbreken.

De twee vervangende contracten, met hetzelfde jaarlijkse bedrag van ongeveer 1,1 miljoen euro, bevinden zich nog in de gunningsfase.

12.03 **Theo Francken** (N-VA): Dit verbaast me toch. Ook de Vlaamse regering besteedt het onderhoud van gebouwen uit en ik kan mij niet herinneren dat er ooit een contract werd verbroken omdat men niet tevreden was over de dienstverlening. De situatie moet echt wel zeer ernstig geweest zijn om een dergelijke zwaarwichtige beslissing te nemen. Een contract verbreken en een nieuwe aanbesteding uitschrijven leidt tot veel administratie en duurt maanden. Ik neem aan dat ISS zwaar in de fout is gegaan. Wordt er een schadevergoeding gevraagd?

12.04 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Dat kan pas nadat het nieuwe contract is toegewezen. De maatregelen waren inderdaad drastisch, maar een doortastend optreden was noodzakelijk. De contractuele voorwaarden werden niet nageleefd.

Het incident is gesloten.

De vergadering wordt gesloten om 11.40 uur.